

**International -**

Article paru le 4 février 2010

**Imprimer****Fermer****SOLIDARITÉ HAÏTI****Haïti. Immigration : l'exode ou l'exil pour seul horizon**

Depuis le séisme, près de 500 000 personnes auraient fui la capitale pour se réfugier dans d'autres départements d'Haïti. N'ayant plus rien, nombreux sont également les candidats au départ à l'étranger.

*Port-au-Prince, envoyée spéciale.*

Sur le port de Jérémie, les voiliers, amarrés à une rive éventrée, ont perdu de leur superbe. Les petites barques, elles, chargent les voyageurs, sur le bac « Trois-Rivières » qui se tient en mer. Deux valises noires et un gros sac blanc, Chansly est de la route qui la mènera jusqu'à la Grand-Anse, dans la ville de Jérémie (Ouest). « J'ai déjà envoyé ma fille là-bas où ma famille habite, déclare la jeune mère. Je ne veux plus rester ici. »

**pression terrible sur les provinces**

À pied, dans des voitures chargées jusqu'à la gueule, en tap-tap, les bus locaux, en bateaux, les habitants de Port-au-Prince quittent la capitale et le théâtre désolant post-séisme. À Martissant, la station de transports est en effervescence permanente. À la station des Gonaïves, mêmes scènes de cohue. Jean-Patrick monte dans un tap-tap décoré du Che et de la Vierge Marie. Le jeune part se réfugier auprès de parents à Saint-Marc dans l'Artibonite (Nord). « Je n'ai plus rien, j'ai perdu ma maison, dit-il, en s'engouffrant dans le bus. Mais je reviendrai. » Animées par l'instinct de vie, on estime que près de 500 000 personnes se seraient réfugiées dans les autres départements depuis les « événements ». Rien que la petite bourgade de Saint-Michel-de-Lattalaye a vu débarquer 15 000 Port-au-Princiens. Ce flux constant et conséquent « va faire une pression terrible sur les provinces, observe Colette Lespinasse du Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (Garr). Les gens ne partent pas en villégiature, ils ont des besoins énormes, certains sont blessés, presque tous sont désargentés ». Mais, précise-t-elle, « les ressources des familles paysannes sont déjà bien maigres ». Dans les campagnes, les réserves alimentaires touchent à leur fin, et l'on n'a pas encore semé. En temps « normal », cette période est toujours propice aux augmentations des prix des aliments de base. Il y a deux ans, des émeutes de la faim avaient agité Haïti...

Ces départs massifs ont été appréciés par le gouvernement qui y voit là une manière de désengorger la capitale et ses plus de trois millions d'habitants. Ils participeraient de la décentralisation, leitmotiv du premier ministre, Jean-Max Bellerive, et axe de la « reconstruction » d'Haïti. « Il faut se démarquer de ce discours polluant », critique Émile Brutus, responsable de la démocratie participative au sein de la Plate-forme haïtienne pour un développement alternatif (PAPDA). « Ce flux migratoire arrive dans des espaces qui ne disposent d'aucune capacité d'accueil et de services publics d'éducation, et de santé, explique-t-il. C'est une impasse qui les ramènera à la capitale. » Selon Émile Brutus, pour ne pas répéter les erreurs du passé, il faut mesurer la nature de l'État. « Un État rentier qui a mis en place, après l'occupation américaine, un système de ponctions qui ont étranglé les producteurs agricoles. » Plus récemment, « les politiques d'ajustements structurels contraignantes pour l'État ont eu de nouvelles répercussions » sur la production au point de dépecer l'agriculture nationale. Au début du XXe siècle, Haïti jouissait d'une souveraineté alimentaire. L'exode des campagnes fuyant la misère a conduit à l'explosion démographique de la capitale, et à l'hypercentralisation, encouragée elle aussi par la présence américaine.

**revenir en terre africaine ?**

Dès lors, l'étranger s'offre comme le seul horizon d'un futur possible. À Delmas 75, à Tabaré, sur les trottoirs des ambassades du Canada et surtout des États-Unis, les files d'attente s'allongent, dans l'espoir d'obtenir le sésame visa. La République dominicaine offre, elle, le feu vert moyennant 200 dollars. Devant l'ambassade de France, Ronald demande où s'adresser pour partir au Sénégal. « On nous a dit que, là-bas, on aura du travail. » Les déclarations du président sénégalais Abdoulaye Wade, invitant ses frères haïtiens à revenir en terre africaine, se sont répandues comme une traînée de poudre, suscitant aspiration et déception. Il n'y a ni ambassade ni consulat du Sénégal à Port-au-Prince, les aspirants au voyage sont priés de s'adresser aux autorités consulaires situées en... Jamaïque.

« Cette propension à l'immigration n'est pas nouvelle, surtout chez les jeunes, étant donné la situation socio-économique et les difficultés politiques, explique Colette Lespinasse, du Garr. Mais certains n'ont aucune idée du pays d'où ils vont. Ils pensent seulement que ce sera toujours mieux qu'ici. C'est une illusion. » Jules Michel Nicolas rêve de partir pour Paris. Linguiste de formation, le jeune homme de vingt-cinq ans veut « poursuivre (ses) études en France ». « En 2004, lors des événements, dit-il, en allusion aux manifestations qui ont précédé le départ d'Aristide, j'avais déjà essayé de partir mais je me suis fatigué d'attendre. » Mais aujourd'hui, le service visa est fermé pour un « ti tan » indique

